

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE DE MATÉRIELS ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES DIVERS

N° INFO12/2024

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(C.C.P)**

**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE CRÉATION INDUSTRIELLE
ENSCI LES ATELIERS**

Table des matières

ARTICLE I : GENERALITES	3
1- IDENTIFICATION - OBJET DU MARCHÉ	3
A- IDENTIFICATION :	3
B- OBJET DU MARCHÉ :	3
2- DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ	3
3- PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	3
4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
A- PIECES PARTICULIERES	3
B- PIECES GENERALES	3
ARTICLE II : ASSURANCES ET GARANTIES	4
1- ASSURANCE :	4
2- GARANTIES DES MATERIELS :	4
ARTICLE III : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	4
1- TRAVAILLEURS ETRANGERS	4
2- TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	4
3- COMPORTEMENT DU PERSONNEL	4
ARTICLE IV : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION	5
1- LISTE DES MATERIELS INCLUS DANS LE BPU	5
2- DEVIS ET COMMANDE	5
3- LIVRAISON, VERIFICATION, ADMISSION, REFUS DE LIVRAISON	5
ARTICLE V : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENTS	6
1- PRIX	6
A- CONTENU DES PRIX	6
B- RABAIS ET PROMOTIONS	6
C- VARIATIONS DANS LES PRIX	6
2- MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	7
A- MODALITES DE REGLEMENT ET CONTENU DES FACTURES	7
B- AVANCES FORFAITAIRES	7
C- INTERETS MORATOIRES	7
ARTICLE VI : SOUS-TRAITANCE ET CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
1- SOUS-TRAITANCE	8
2- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
A- REFACTIONS	8
B- PENALITES	8
ARTICLE VII : AUTRES DISPOSITIONS	9
1- RESILIATION	9
2- CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	9
3- LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS	9

Article I : généralités

1- Identification - Objet du marché

a- Identification :

La personne publique qui passe le marché est l'École Nationale Supérieure de Création Industrielle, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) placée sous la tutelle conjointe des ministères de la Culture et de l'Industrie, située au 48, rue Saint Sabin 75011 PARIS.

b- Objet du marché :

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) ont pour objet de régir la relation contractuelle entre le futur titulaire et l'ENSCI.

Le marché a pour objet la fourniture de matériels et accessoires informatiques divers.

2- Durée de validité du marché

La durée du marché est fixée à un (1) an, renouvelable par tacite reconduction par la personne publique trois (3) fois. La durée totale du marché ne pourra excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché par la personne publique, elle en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'échéance du marché.

Le début d'exécution des prestations est fixé à la date de notification du marché au titulaire.

3- Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

La personne publique se réserve le droit de négocier avec les candidats les conditions contractuelles et tarifaires qui seront soumises.

4- Pièces constitutives du marché

a- Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, le contrat est constitué des pièces particulières suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- La liste des prix ou les tarifs ou barèmes applicables aux prestations du marché (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;

b- Pièces générales

S'applique à ce marché, les documents généraux suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché ;
- Le code de la commande publique.

Article II : assurances et garanties

1- Assurance :

Le titulaire du marché devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de l'ENSCI en cas d'accident ou de dommages causés dans la conduite des prestations et/ou les modalités de leur exécution.

La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels. Le titulaire s'engage expressément à informer la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de cinq (5) jours sur simple demande de l'ENSCI.

2- Garanties des matériels :

Le titulaire garantit la personne publique contre tout défaut de solidité, de stabilité, de vice de fabrication ou défaut de matière ou de fonctionnement des matériels à compter de la date de la facture de chaque matériel pendant deux (2) ans (sauf dispositions particulières).

Le point de départ de la garantie est la date de réception des matériels à l'ENSCI.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel induits par le remplacement.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les remplacements qui lui sont prescrits par l'ENSCI, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remplacements prescrits, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remplacements.

Article III : protection de la main d'œuvre et conditions de travail

1- Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

2- Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

3- Comportement du personnel

Le personnel du titulaire emmené à se rendre dans les locaux de l'ENSCI ou à échanger avec son personnel par tout type de canaux de communication doit faire preuve de la plus grande correction et discrétion. Il doit respecter la charte Respect, Égalité et Parité de juin 2018 adoptée par le comité Parité de l'ENSCI, portant sur la lutte contre les violences sexistes, le harcèlement sexuel et moral, proposant à chacun un environnement respectant son identité et son intimité et prévenant tout type de discriminations.

Article IV : conditions d'exécution de la prestation

1- Liste des matériels inclus dans le BPU

La liste des matériels inclus dans le BPU est annexée au présent cahier des charges.

2- Devis et commande

Le marché étant à bon de commande, chaque commande est précédée d'un devis établi gratuitement par le titulaire à partir des informations communiquées par l'ENSCI.

Doit être qualifié de devis tout document adressé par le titulaire à l'ENSCI et comportant notamment la description des marchandises, les quantités et les tarifs.

Pour confirmer son accord sur le devis, l'ENSCI retourne par voie électronique au titulaire, un bon de commande issu de son application financière reprenant la référence du devis après y avoir apposé la date et la signature du représentant légal (ou le cachet de délégation de signature le cas échéant).

3- Livraison, vérification, admission, refus de livraison

- Livraison :

La livraison du matériel doit être effectuée franco de port et d'emballage dans les locaux de l'ENSCI à l'adresse suivante :

École Nationale Supérieure de Création Industrielle (ENSCI)
48, Rue Saint Sabin
75011 PARIS

Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant de l'entreprise titulaire.

Le bon fait apparaître :

- La date d'expédition ;
- Le numéro de bon de commande et de marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'inventaire de son contenu ;
- Les numéros de série des matériels.

Le titulaire doit respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par l'ENSCI.

L'ENSCI étant un établissement accueillant du public, des contraintes particulières peuvent être imposées au titulaire, notamment dues à des mesures sanitaires et/ou de sécurité.

- Vérification :

À la livraison, le représentant de l'ENSCI et celui du titulaire procède à la vérification de l'ensemble des matériels livrés et à leur conformité.

- Admission :

Si la livraison correspond à la commande, le représentant de l'ENSCI signe le bon de livraison dont une copie est remise au représentant du titulaire et l'original conservé par l'ENSCI.

- Refus de livraison :

Si la livraison ne correspond pas en tout ou partie à la commande, ou que les matériels sont livrés avec des défauts constatables à l'instant, le représentant de l'ENSCI peut refuser la livraison soit entièrement, soit seulement pour les matériels défectueux. Dans ce cas de figure, il dresse un procès-verbal faisant état des constatations dont une copie est remise au représentant du titulaire et l'original conservé par l'ENSCI.

Article V : prix et modalités de règlements

1- Prix

a- Contenu des prix

Tel qu'énoncé ci-dessus, le marché est passé sous la forme d'un marché à bon de commande. Il est d'ores et déjà établi que le montant total des commandes faites sur toute la durée d'exécution du marché ne pourra excéder la somme de quatre-vingt-neuf mille euros toutes taxes comprises (89 000 € TTC). S'il advenait que ce montant soit atteint avant la date de fin du marché, ce dernier prendra fin.

Le détail des prix en HT et TTC figure dans le bordereau des prix unitaire (BPU) fourni par le titulaire.

Le BPU fait apparaître en plus des prix des matériels, les coûts de conditionnement, chargement, transport et livraison. Ces coûts accessoires peuvent être exprimés en un seul coût global. Si le titulaire applique un barème particulier pour les coûts de la livraison, il lui revient de le spécifier dans le BPU en le modifiant.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le BPU, n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'ENSCI, sur simple demande, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

La liste des matériels fournis en annexe du présent cahier est non-exhaustive. À ce titre, le titulaire fait bénéficier à l'ENSCI de l'accès à tout son catalogue de produits. Il est précisé qu'il ne bénéficie pour tout article hors BPU d'aucune clause d'exclusivité et par conséquent, lorsque le prix pratiqué pour ces articles ne convient pas à l'ENSCI, elle bénéficie de la possibilité de l'acquérir chez un autre fournisseur.

b- Rabais et promotions

Si le titulaire fait bénéficier à sa clientèle d'un certain nombre de rabais et de promotions durant l'exécution du marché et selon les fluctuations des prix de vente, il les répercute lors de la facturation des produits à l'ENSCI en mentionnant le pourcentage de rabais applicable au prix du marché et consécutifs à sa promotion.

c- Variations dans les prix

En dehors des rabais et promotions susmentionnés, le prix unitaire des matériels ne pourra évoluer à la hausse et ce sur toute la durée d'exécution du marché. Les conditions tarifaires considérées sont celles fournies par le titulaire au moment de sa candidature au marché.

Par exception à la règle posée précédemment, le prix d'un matériel pourra évoluer à la hausse si ce dernier connaît des évolutions technologiques et que sa version antérieure mentionnée au BPU n'est plus disponible ou retirée de la vente. Dans ce cas de figure, le titulaire procèdera à une mise à jour du BPU.

2- Modalités de règlement du marché

a- Modalités de règlement et contenu des factures

Le mode de règlement de l'établissement est le virement.

Les demandes de règlement devront être adressées obligatoirement sous format dématérialisé via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail Chorus pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures dématérialisées devront comporter les indications suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de SIRET/SIREN/TVA INTRACOM ;
- Le numéro de la facture et la date d'émission de la facture ;
- La date d'échéance et les conditions de règlement ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire ;
- Date et numéro de marché et de chaque avenant éventuel ;
- Le numéro de bon de commande qui lui sera transmis ;
- Les produits fournis ;
- Le tarif unitaire de facturation et les quantités fournis ;
- Le montant HT, le taux et montant de la TVA et le montant TTC.

Pour réaliser ce dépôt sur Chorus-Pro, le titulaire aura besoin des informations suivantes :

- Le numéro SIRET de l'administration : 331 118 760 00015
- Le code de service exécutant suivant : 01
- Le numéro de bon de commande qui lui sera transmis au moment de chaque commande

En cas de sous-traitance, pour le paiement direct des sous-traitants par l'ENSCI, le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant.

L'ordonnateur complète éventuellement la facture en faisant apparaître les réfections, pénalités, remboursements dus par le titulaire.

b- Avances forfaitaires

Aucune avance forfaitaire ne sera versée au titulaire.

c- Intérêts moratoires

Tout dépassement des délais, contractuels ou légaux en matière de paiement constitue un retard de paiement donnant lieu à un versement d'intérêts à l'entreprise l'ayant subi.

Les intérêts moratoires demeurent d'ordre public. Ils doivent être liquidés et mandatés automatiquement sans que le titulaire n'ait à les réclamer. Ils sont dus de droit.

Modalités de calcul des intérêts moratoires :

L'assiette des intérêts moratoires est le principal de la créance, toutes taxes comprises les intérêts moratoires eux-mêmes ne sont pas assujettis à la T.V.A.

La période à prendre en compte se dénombre en jours calendaires. Elle commence dès le dépassement du délai contractuel ou réglementaire (le jour suivant la fin de ce délai étant le jour n°1) et se termine à la date de mise en paiement par le comptable (le jour du paiement étant inclus).

Les intérêts moratoires se calculent au Prorata Temporis en nombre de jours calendaires rapportés au nombre de jours d'une année civile, c'est à dire 365.

La formule de calcul est la suivante :

Montant payé tardivement T.T.C. x $\frac{\text{nombre de jours de dépassement}}{365}$ x taux

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Article VI : sous-traitance et constatation de l'exécution des prestations

1- Sous-traitance

Conformément à l'article L.2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article L.2193-3 alinéa 2, la personne publique peut exiger, que certaines tâches essentielles du marché soient exécutées directement par le titulaire.

2- Constatation de l'exécution des prestations

a- Réfactions

Les réfactions s'appliquent à des défauts d'exécution des prestations prévues dans le présent cahier.

Si la personne publique constate un défaut dans l'exécution d'une des prestations, ou son absence, elle appliquera une réfaction d'un montant correspondant au coût de la prestation. Ce montant sera calculé au pourcentage des prix, en valeur absolue.

En cas d'exécution partielle d'une prestation, le montant de la réfaction sera calculé au Prorata.

b- Pénalités

Les pénalités s'appliquent en cas de manquements répétés ou de retard dans l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, en cas de défaut répété plus de trois fois dans l'exécution d'une prestation, une pénalité de 500 euros HT sera appliquée.

- Pénalités spécifiques :

• Pénalités pour retard de livraison :

Lorsque les dates de livraison sont dépassées du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de quinze (15) euros TTC.

- **Pénalité pour retard de réparation :**

Le titulaire dispose, pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée d'un délai de vingt (20) jours, passé ce délai, ce dernier est soumis à des pénalités fixées à trente (30) euros TTC par jour supplémentaire d'indisponibilité, hors dimanche et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant d'exonération des pénalités est fixé à zéro (0) euro.

Article VII : autres dispositions

1- Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

2- Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et au niveau de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

3- Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS

La rubrique « Pénalités » du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

FAIT À _____ LE __/__/2024

Nom, prénom et fonction du signataire
